

Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 11357**

Intitulé

L'accès à la certification n'est plus possible (La certification existe désormais sous une autre forme (voir cadre "pour plus d'information"))

MASTER : MASTER Droit, économie, gestion, mention droit social, spécialité droit du travail et de la protection sociale

Nouvel intitulé : Droit, économie, gestion, Mention droit social

AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION	QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION
Université Rennes I	Président de l'université de Rennes I, Recteur Chancelier des universités

Niveau et/ou domaine d'activité

I (Nomenclature de 1969)

7 (Nomenclature Europe)

Convention(s) :

Code(s) NSF :

120 Spécialités pluridisciplinaires, sciences humaines et droit, 128g Droit fiscal ; Droit des affaires ; Droit pénal ; Droit de l'environnement ; Droit de la santé ; Droit de la sécurité et de la défense ; Droit du transport etc, 315 Ressources humaines, gestion du personnel, gestion de l'emploi

Formacode(s) :

Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

Le Master, spécialité *Droit du travail et de la protection sociale de l'université de Rennes 1* a pour objectif de former des juristes spécialisés en droit social capables de développer des activités de conseil auprès des entreprises, d'assistance juridique opérationnelle dans le domaine de la gestion des ressources humaines et de la prise en charge des aspects contentieux.

Le titulaire du master, spécialité Droit du travail et de la protection sociale de l'université de Rennes 1 a compétence pour :

- Connaître les outils du conseil et du contentieux en droit social,
- Garantir le respect du cadre juridique d'exercice des relations sociales dans l'entreprise,
- Conduire ou venir en appui de projets dans une optique d'optimisation du recours au droit social,
- Accompagner les entreprises dans leur démarche d'anticipation des évolutions sociales (notamment gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, restructurations),
- Apporter des conseils aux opérationnels dans le domaine du droit social (notamment, analyser des situations professionnelles afin de proposer des solutions juridiquement pertinentes en appui des directions des ressources humaines, mais aussi des dirigeants des tpe et pme-pmi),
- Rédiger, modifier et assurer le suivi des contrats liant l'entreprise dans le domaine social (contrats individuels de travail, accords collectifs de travail, contrats d'assurance de prévoyance, contrats de gestion des fonds d'épargne salariale),
- Réaliser un audit social,
- Résoudre des problèmes complexes, notamment en matière contentieuse,
- Maîtriser le droit et les pratiques relatifs aux conventions et accords collectifs de travail,
- Assurer la veille juridique en droit social.

Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

À l'issue du master, ce professionnel travaille

- en entreprise,
 - en cabinet d'avocats,
 - en cabinet d'expertise comptable,
 - dans des structures de consultants,
 - dans des entreprises bancaires,
 - dans des entreprises d'assurance,
 - dans des organismes de protection sociale,
 - dans des cabinets de courtage en assurances,
- etc.

Ce professionnel peut prétendre aux emplois suivants :

- juriste en droit social et/ou en droit de la protection sociale
- avocat en droit social (sous réserve d'obtention du CAPA) ou conseil en droit social
- consultant en droit social et ressources humaines
- juriste au sein d'un service « Ressources humaines »
- métiers juridiques de la banque et des assurances (ex : juriste « Épargne salariale-OPCVM », juriste en assurances de personnes)
- cadre dans un organisme de protection sociale
- responsable du service contentieux d'un organisme de protection sociale
- responsable du service « social » dans un cabinet d'expertise comptable
- juriste au sein d'organisations professionnelles syndicales et patronales
- juriste chargé de relations sociales
- juriste hygiène et sécurité

- consultant spécialisé en audit de charges sociales
- responsable de la veille sociale (actualisation et création de supports)

Codes des fiches ROME les plus proches :

K1903 : Défense et conseil juridique

M1503 : Management des ressources humaines

M1502 : Développement des ressources humaines

M1402 : Conseil en organisation et management d'entreprise

Modalités d'accès à cette certification

Descriptif des composantes de la certification :

L'accès à la première année de master se fait de droit pour les titulaires d'une Licence mention Droit, mais aussi via la validation des acquis de l'expérience. L'accès en seconde année du Master, spécialité Droit du travail et de la protection sociale intervient sous réserve des places disponibles, après examen des candidatures par la commission pédagogique du Master et à condition soit d'avoir validé une première année de Master en Droit, soit d'être titulaire d'un diplôme intermédiaire de Maîtrise en Droit, soit via la validation d'acquis pédagogiques ou d'acquis de l'expérience.

Le master s'obtient en préparant des UE pour un total de 120 ECTS. Ces UE sont organisées en 4 semestres de 30 ECTS chacun. Les UE constitutives d'un même semestre se compensent. L'étude d'une langue vivante est obligatoire pendant les 2 années. Un dispositif de préparation à l'insertion professionnelle est prévu au 3ème semestre. Un stage est obligatoire au 4ème semestre. La certification s'obtient après une évaluation concernant les points suivants :

Environnement juridique des relations sociales : approche statique du droit social

- Droit du travail : les relations individuelles (formation-exécution-rupture du contrat de travail), les relations collectives (négociation collective-représentation du personnel-conflits collectifs).

- Droit de la sécurité sociale

Environnement juridique des relations sociales : approche dynamique du droit social

- Droit de l'emploi (formation professionnelle-reclassement-...)

- Politiques de rémunération (salaire-épargne salariale-intéressement-...)

- Stratégies en matière de protection sociale d'entreprise (prévoyance-retraite)

- Aspects juridiques de la mobilité internationale

- Restructurations et droit social

- Santé et sécurité au travail (prévention des risques professionnels-responsabilité pénale-...)

Approche contentieuse du droit social

- Droit des procédures collectives

- Contentieux en droit social (contentieux prud'homal-contentieux collectifs- contentieux sécurité sociale)

Outils complémentaires :

- Outils de gestion des ressources humaines (bases de la GRH-gestion prévisionnelle des emplois et des compétences)

- Outil de communication (langue étrangère)

Projets tutorés

Stage (d'une durée minimale de 3 mois)

Validité des composantes acquises : illimitée

CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION OUINON		COMPOSITION DES JURYS	
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X		Jury d'enseignants de la formation désigné par le Président de l'Université de Rennes 1
En contrat d'apprentissage		X	
Après un parcours de formation continue	X		Jury d'enseignants de la formation désigné par le Président de l'Université de Rennes 1
En contrat de professionnalisation	X		Jury d'enseignants de la formation désigné par le Président de l'Université de Rennes 1
Par candidature individuelle	X		Jury d'enseignants de la formation désigné par le Président de l'Université de Rennes 1
Par expérience dispositif VAE prévu en 2002	X		Jury de professionnels et d'enseignants de la formation désigné par le Président de l'Université de Rennes 1

	OUI	NON
Accessible en Nouvelle Calédonie		X
Accessible en Polynésie Française		X

LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS

ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX

Base légale**Référence du décret général :****Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :**

Arrêté du 2 octobre 2008 relatif aux habilitations de l'université de Rennes 1

Référence du décret et/ou arrêté VAE :**Références autres :****Pour plus d'informations****Statistiques :**

Voir information et enquêtes du SOIE (Service Orientation Insertion Entreprise)

<http://soie.univ-rennes1.fr/>

Autres sources d'information :

<http://www.univ-rennes1.fr/>

<http://www.droit.univ-rennes1.fr/>

Université Rennes 1

Université de Rennes 1 Faculté de droit et de science politique

SOIE (Service Orientation Insertion Entreprise)

Lieu(x) de certification :

Université Rennes I : Bretagne - Ille-et-Vilaine (35) [Rennes]

Université Rennes 1

· 2, rue du Thabor

CS 46510

35065 Rennes Cedex

· Téléphone : (33) 2 23 23 36 36

Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :

Faculté de droit et de science politique

9, rue Jean Macé CS 5420335042 Rennes Cedex Téléphone : 02 23 23 76 76

Historique de la certification :

Maîtrise en Droit social et DESS « Droit de la protection sociale », puis Master « Droit, santé et protection sociale », avec une spécialité de M2 « Droit de la protection sociale ».

Certification suivante : Droit, économie, gestion, Mention droit social